



**ARRETE MUNICIPAL n°2022-026**  
**Portant réglementation temporaire de la**  
**circulation et du stationnement des véhicules**  
**Place de la Mairie**  
**« Cérémonie du 19 mars »**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2211-1, L 2212-2, L 2213-1 et 2

Vu le code pénal notamment l'article R 610-5,

Considérant que pour assurer le bon déroulement des cérémonies commémoratives, il y a lieu d'interdire, de réglementer l'accès et le stationnement des véhicules à certaines places.

**ARRETE**

**Article 1 :** La circulation et le stationnement des véhicules seront interdits, place de la Mairie, depuis l'impasse Varrax jusqu'au portail d'entrée du cimetière Sud-Est :

- Le samedi 19 mars 2022 de 17h30 à 19h00 ;

**Article 2 :** Toutes infractions au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Article 3 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, Directeur du Service Technique, Service de police Municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Gendarmerie d'Aix-les-Bains
- Services de secours

Fait à Grésy-sur-Aix, le 18 février 2022

Le Maire,  
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 18/02/2022

Notifié à l'intéressé le : 18/02/2022

Certifié exécutoire le : 18/02/2022

« En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.